



Non au confinement de nos libertés !

Le gouvernement, qui a géré de façon particulièrement catastrophique la pandémie de coronavirus, utilise maintenant la crise sanitaire pour aggraver sa politique antisociale et autoritaire : atteintes toujours plus brutales à nos droits sociaux (allongement du temps de travail hebdomadaire, remise en cause des congés payés, obligation de prendre des RTT...) et atteintes à nos libertés individuelles et collectives.

Nous pensions, avec l'état d'urgence entrée dans le droit commun il y a deux ans, avoir touché le fond. Eh bien non ! Avec l'état d'urgence sanitaire, voté en mars, nous nous rapprochons encore plus dans notre pays d'un état d'exception permanent – et liberticide :

- concentration de pouvoirs exorbitants dans les mains du pouvoir politique qui peut gouverner par décrets et ordonnances, hors de tout contrôle démocratique, dans les domaines les plus étendus (du droit du travail au droit des sociétés...)
- suspension de certaines garanties juridiques et démocratiques, prévues par la Constitution
- allongement des délais maximums de détention provisoire, sur simple décision administrative, sans l'assistance d'un avocat
- droit d'expression et de manifestation bafoué, liberté de circulation restreinte
- répression accrue - contre les Gilets jaunes, les habitants des quartiers populaires, les militants syndicaux -, arbitraire policier
- surveillance généralisée de la population au moyen de drones, de traçage numérique...

En quoi de telles mesures antidémocratiques combattent le Covid-19 ?!

Arrêtez de nous infantiliser ! La population dans sa grande majorité est bien consciente de la nécessité de mesures pour faire face et sait ce qu'il faut faire pour se protéger et protéger les autres.

La preuve, nous l'avons apportée par la solidarité populaire qui a pris en charge les plus vulnérables d'entre nous. Par la mobilisation constante des soignant-e-s et des « petites mains » couseuses de masques, ainsi que par les travailleur-ses indispensables à la poursuite d'une vie collective minimale, sans que le gouvernement y soit pour quelque chose, et même contrairement à ce qu'il préconisait. Y compris pour combattre la pandémie, nous avons besoin de démocratie. D'encore plus de démocratie !

L'Observatoire pour le respect des droits et libertés (ORDL 66*) exige le rétablissement de nos droits fondamentaux, de nos libertés individuelles et collectives : de manifestation, d'expression, de circulation, de liens sociaux... Il exige l'égalité pour toutes et tous, et notamment pour les plus touchés par la répression et les discriminations : les quartiers populaires et les migrant·e·s.

Il y a urgence démocratique !

RETROUVONS-NOUS SAMEDI 6 JUIN à 14h30

Place de Catalogne - Perpignan

(*) L'ORDL 66, a été constitué en 2015 en réaction aux mesures liberticides de l'état d'urgence, et est composée de : AFPS - ASTI - ATTAC - CGT - CNT 66 - Collectif anti-OGM - EELV - En commun - Femmes Solidaires - FSU - Génération.s - Groupes d'action de La FI - Legal Team 66 - P. Ruff FA - Ligue des droits de l'Homme - MJCF - MRAP - NPA - PCF - PG - Solidaires - SNESPJJ